

représentant de la Zambie avait demandé des instructions détaillées à son gouvernement, les accusations qu'il a formulées n'auraient pas été confirmées.

52. M. CHILUBA (Zambie) se déclare convaincu que le reste du monde n'est pas aussi aveugle que quelques délégations auprès de la Commission semblent l'être et voit la position difficile dans laquelle la Zambie a été placée du fait des pratiques abominables, antichrétiennes et barbares du trio impie que forment le Portugal et ses alliés. La délégation zambienne ne voit pas la nécessité de répondre au porte-parole d'un tel régime.

53. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) appelle l'attention du représentant de la Zambie sur un article publié dans la revue *Times* dans son numéro du

8 octobre 1973 qui, bien qu'il soit tout à fait sujet à caution et très partial en faveur de la Zambie, néanmoins mentionne l'aide que le Portugal a fournie à ce pays à une époque où il connaissait des difficultés économiques.

54. M. CHILUBA (Zambie) déclare que les principes sur lesquels la Zambie se fonde pour agir sont ceux d'un pays civilisé, acceptables par tous. La non-ingérence est sa règle et les efforts qu'elle fait pour sauvegarder son indépendance ne sont donc pas dirigés à l'encontre d'un Etat déterminé. Les dernières observations du représentant du Portugal ne méritent pas d'être relevées; le monde sait quelle est la vérité.

*La séance est levée à 17 h 40.*

## 1530<sup>e</sup> séance

Mercredi 10 octobre 1973, à 10 h 55.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1530

### *Hommage à la mémoire de M. Wilfred C. Jenks, Directeur général du Bureau international du Travail*

1. Le PRESIDENT rend hommage à la mémoire de M. Wilfred C. Jenks, directeur général du BIT, dont on a appris le décès avec une grande tristesse. M. Jenks avait beaucoup contribué en particulier à l'établissement de relations de travail harmonieuses entre les organismes de l'ONU et sa disparition est une grande perte pour la fonction publique internationale tout entière.

### POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

#### **Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (A/9178, A/C.2/L.1290)**

2. M. MORSE (Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que la situation de la région soudano-sahélienne représente pour la communauté internationale tout entière et pour l'Organisation des Nations Unies et l'Assemblée générale en particulier une occasion de se montrer à la hauteur de leurs devoirs car il incombe à tous d'agir de concert pour remédier à une des plus grandes tragédies qu'aient connue les générations actuelles.

3. Conformément à la résolution 1759 (LIV) du Conseil économique et social, en date du 18 mai 1973, le Secrétaire général a confié à la FAO la responsabilité des opérations de secours d'urgence dans les pays du Sahel. Bien avant, la FAO s'était penchée activement sur les problèmes causés par la sécheresse dans la région et le Directeur général de cette organisation avait créé le Bureau spécial pour les opérations de secours au Sahel. M. Morse, quant à lui, a été chargé par le Secrétaire général des mesures de redressement et de relèvement à moyen et à long terme.

4. Etant donné cette division des responsabilités, M. Morse demande que la parole soit donnée au responsable des opérations de secours de la FAO, M. J. V. A. Nehemiah, directeur du Bureau des affaires interinstitutions de la FAO, après quoi il reprendra lui-même la parole.

5. M. NEHEMIAH (Responsable des opérations de secours au Sahel de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) tient tout d'abord à transmettre à la Commission les salutations du Directeur général de la FAO, qui a accepté de superviser personnellement les opérations de secours et de répondre au Secrétaire général de leur exécution dans le cadre des organismes des Nations Unies.

6. Le Bureau spécial de la FAO pour les opérations de secours au Sahel, dirigé par M. Nehemiah, a entrepris ses activités dans les quelques jours qui ont suivi l'accord conclu entre le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de la FAO à l'issue de leur réunion à Rome le 20 mai 1973. Dès le début, ce bureau a bénéficié et continue à bénéficier de la coopération de l'ONU, de tous les organismes intéressés, des représentants résidents du PNUD dans la région et des principaux donateurs qui ont participé très généreusement à l'effort de coordination.

7. Les cinq domaines d'activités principaux du Bureau sont les suivants : surveillance des expéditions de produits alimentaires et coordination du transport des céréales par chemin de fer, par route et par avion; fourniture de semences; fourniture d'aliments et de vaccins pour les animaux; coopération avec d'autres organismes des Nations Unies dans les domaines non agricoles tels que la santé; et rassemblement des renseignements concernant les activités de secours.

8. Grâce à une aide bilatérale et multilatérale appréciable, aux efforts remarquables des pays eux-mêmes — dont l'action dans certains cas a été l'élément crucial qui a permis de sauver des vies humaines — et à l'assistance et à la coordination qu'a

assurées l'ONU par l'intermédiaire de la FAO, la famine a pu être évitée au cours des mois critiques qui précèdent les récoltes.

9. Les produits alimentaires continuent à arriver de l'extérieur en grande quantité dans les ports d'Afrique de l'Ouest et suffiront à répondre aux besoins essentiels avant la récolte qui doit avoir lieu vers la fin du mois d'octobre et le début de novembre.

10. Les pluies ont procuré quelque soulagement à la population et au bétail, et les cultures et les herbages se reconstituent lentement. Les précipitations assez importantes qui se sont produites en août dans certaines zones autorisent un optimisme prudent. Ainsi, le niveau des eaux du Sénégal et du Niger a monté, on a pu commencer à acheminer des produits alimentaires par voie fluviale et des inondations se seraient produites dans les bassins de ces deux fleuves. Etant donné qu'en 1972 ceux-ci n'ont pas eu de crues pour la première fois depuis 60 ans, ce sont là des signes encourageants. D'autre part, malheureusement, les pluies de septembre ne semblent pas avoir été très régulières. Dans les régions arrosées par les deux fleuves, les inondations ne sont pas aussi importantes qu'on l'avait espéré et la superficie occupée par les cultures de décrue s'en est trouvée réduite. La mission composée des représentants de plusieurs pays donateurs qui s'est rendue sur place sous les auspices de la FAO doit évaluer la situation.

11. En l'absence d'un plan d'expédition cohérent des produits alimentaires, l'arrivée dans les ports d'une proportion importante des 470 000 tonnes annoncées par la communauté internationale a coïncidé avec le début des fortes pluies de juillet. Les dispositions prises par le Bureau ont permis de remédier dans une certaine mesure à la situation. Néanmoins, il a été nécessaire d'établir un pont aérien dont les opérations ont été coordonnées par le Bureau et qui ont pu être couronnées de succès grâce aux avions généreusement mis à la disposition du Bureau par différents pays donateurs. Ces avions ont transporté des céréales alimentaires soit depuis les ports d'arrivée jusqu'à leur destination finale, soit depuis les capitales et d'autres centres jusqu'aux zones éloignées et isolées. On ne sait pas encore quelle quantité totale a été ainsi acheminée par avion, mais celle-ci doit se situer autour de 20 000 tonnes. L'acheminement par avion a sans aucun doute contribué à sauver des milliers de vies humaines.

12. Les transports de surface commencent à remplacer l'avion, vu que la saison des pluies est terminée, mais dans trois pays au moins on continue à avoir largement recours au transport aérien. Dans le cas de la Mauritanie, l'acheminement par avion devra se poursuivre jusque vers la fin d'octobre ou le début de novembre car les pluies ont été tardives. Les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne ont fourni trois avions qui se trouvent déjà sur place et le Bureau attend deux avions supplémentaires du type Hercules pour la Mauritanie. Toute offre d'assistance supplémentaire sera la bienvenue.

13. Dans les mois à venir, les transports routiers prendront une importance considérable. Certains pays donateurs ont déjà annoncé des contributions en espèces en vue d'aider les gouvernements à accroître leur capacité de transport routier par l'adjonction de véhicules de transport lourds. D'autres gouvernements ont fourni une aide bilatérale directe. D'autres efforts

de ce genre sont nécessaires, car certains pays retirent actuellement leurs convois et les pays intéressés seront de plus en plus tributaires de leur propre parc de véhicules de transport pour acheminer les fournitures essentielles.

14. On a remarqué une remontée du bétail vers le nord à la lisière sud de la zone sahélienne. Les renseignements varient considérablement d'un pays à un autre. En Haute-Volta, les herbages du Sahel seraient en meilleur état qu'en 1972 et le bétail serait en train de retourner dans la région. Au Sénégal, les pâturages se sont dans l'ensemble améliorés et les éleveurs de bovins seraient en train de regagner leurs campements. Au Mali, il est possible que l'insuffisance des pluies ait compromis la régénération des herbages sur des grandes superficies et les renseignements sur les mouvements d'animaux sont imprécis. De même les renseignements provenant du Niger ne sont pas satisfaisants. Au Tchad, les pâturages sont en très mauvais état dans la région de Kanem et on y voit très peu d'animaux. Toutefois, les déplacements de bétail vers le nord en direction de Batah, Ouaddai et Biltine seraient normaux. Certains troupeaux sont bloqués à Giuera par des inondations. En Mauritanie, les herbages sont en relativement mauvais état et ne doivent pas permettre normalement au bétail de subsister plus de 3 ou 4 mois. Le bétail regagne lentement la troisième région, mais il pourrait se retirer de nouveau si les pâturages sont insuffisants.

15. Le Bureau a engagé plus de 1,5 million de dollars en Haute-Volta, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal en vue de l'achat et de la distribution d'aliments pour les animaux. En même temps, une équipe de travail de la FAO vient de terminer une évaluation des besoins en vaccins et médicaments dans le cadre des campagnes nationales qui seront peut-être entreprises à la fin de l'année avec l'aide du Bureau et d'autres donateurs.

16. La coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment l'ONU, le PNUD, le FISE, l'OMS et l'OMM, a été satisfaisante. L'OMS et le FISE ont contribué à l'évaluation des besoins médicaux et sanitaires, qui ont pu être satisfaits dans l'immédiat. On vient de recevoir le rapport d'une équipe d'enquête de l'OMS qui évalue les besoins pour 1974. Le FISE, pour sa part, exécute des programmes visant à fournir des aliments à forte teneur nutritive aux catégories les plus vulnérables pendant la période des secours d'urgence et en 1974, et des organismes bilatéraux ainsi que le Bureau ont fourni des aliments riches en protéines dont le besoin se faisait cruellement ressentir dans certaines régions.

17. Une des principales activités du Bureau est d'analyser l'expérience passée pour pouvoir parer dans toute la mesure possible à un retour des mêmes problèmes en 1974. En 1973, on ne s'est rendu compte que tardivement de l'ampleur de la pénurie, d'où les retards dans l'arrivée des produits alimentaires à leur destination, et cela a posé un certain nombre de problèmes. Une mission composée de représentants de plusieurs pays donateurs et patronnée par la FAO s'efforce d'évaluer les besoins en matière d'alimentation et de nutrition des pays de la région soudano-sahélienne pour 1973-1974. L'idée d'une mission de ce genre a été approuvée par la Conférence des chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse réunie à Ouagadougou les 11 et 12 septembre. Les

membres de cette mission, à laquelle participent le Canada, les Etats-Unis, la France, la CEE, la BIRD, le PAM, la FAO, le Comité permanent inter-Etats et les pays intéressés, se trouvent actuellement dans la région sahélienne. Leur rapport doit être prêt à la fin du mois d'octobre et sera communiqué à tous les donateurs, aux pays, aux institutions et organisations intéressés, ainsi qu'à l'Assemblée générale, si elle le souhaite, et enfin à la dix-septième session de la Conférence de la FAO en novembre.

18. Les autres mesures étudiées sont : la poursuite de la surveillance des expéditions de produits alimentaires venant de l'extérieur, en vue de mettre au point un plan d'expédition; le renforcement de la capacité de transport routier des pays; l'entreposage de céréales alimentaires dans les zones isolées et éloignées pour la période critique de quatre mois qui précède les pluies, afin d'éviter le recours au transport aérien qui est très onéreux; l'achat et l'entreposage de semences dès la fin des moissons pour l'année suivante; et les mesures de prophylaxie nécessaires pour protéger les animaux survivants.

19. Le montant total des sommes engagées en réponse à l'appel du Directeur général a atteint près de 15 millions de dollars et la somme fournie par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale de la FAO atteint environ 8,46 millions de dollars. En fait, il est possible que le montant total de l'assistance ait dépassé 140 millions de dollars si l'on tient compte des produits alimentaires et des frais de transport, ainsi que du point aérien établi grâce aux donateurs bilatéraux. Cette somme démontre l'intérêt manifesté par la communauté internationale. Les pays africains eux-mêmes ont répondu de façon très appréciable et encourageante. Les résultats obtenus dans la zone sahélienne sont donc dus à l'effort conjoint des pays bénéficiaires eux-mêmes, des pays donateurs, des agents non gouvernementaux, y compris les moyens d'information, et des organismes des Nations Unies.

20. L'activité économique de la région soudano-sahélienne est dominée par l'incertitude du climat et la rareté de la végétation. Il serait donc illusoire de penser que l'économie fragile de ces pays, qui font partie des pays les moins avancés, peut se redresser dans des délais assez courts, et il faudra poursuivre aussi longtemps que cela sera nécessaire l'aide d'urgence et l'aide à moyen terme pour permettre à l'économie de la région de redevenir viable.

21. M. MORSE (Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que, comme l'indique la note du Secrétaire général (A/9178), il est pour sa part responsable de la coordination des mesures d'assistance à moyen et à long terme. Un certain nombre de mesures ont déjà été prises, notamment la réunion à laquelle ont assisté, les 28 et 29 juin 1973, les représentants de tous les organismes intéressés des Nations Unies ainsi que de plusieurs gouvernements et d'organisations diverses, la création d'un Bureau spécial du Sahel au Secrétariat de l'ONU et les consultations entreprises avec les gouvernements et les organisations ainsi qu'avec les organismes des Nations Unies pour répondre aux demandes et aux besoins des pays soudano-sahéliens.

22. Ce qui caractérise les développements dans le Sahel, c'est leur ampleur particulière et le caractère

durable des souffrances humaines qu'ils ont provoquées. Cette catastrophe exige à la fois des efforts de secours intensifs dans l'immédiat et une planification judicieuse à plus long terme. Les Etats victimes de la sécheresse ont fait eux-mêmes un effort remarquable et efficace pour s'unir dans la lutte contre les forces naturelles. Le Président de la République de la Haute-Volta, le général Lamizana, s'est lui-même déplacé pour faire une déclaration devant l'Assemblée générale la veille (2145<sup>ème</sup> séance plénière) en tant que Président du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, et les ministres d'autres pays victimes sont eux aussi venus personnellement à l'ONU pour assister à l'examen de la question par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général fera tout son possible pour offrir au Comité toutes les ressources et l'assistance dont il aura besoin en vue d'atteindre les buts et les objectifs qu'il s'est fixés.

23. Certes, les secours d'urgence seront nécessaires pendant de nombreux mois à venir, mais il importe également de prendre sans retard des mesures pour redresser à plus long terme la situation et surtout pour éviter que la tragédie ne se reproduise. Le Secrétaire général a pris un certain nombre de dispositions pour assurer la meilleure coordination possible entre les organismes des Nations Unies et il espère qu'une coordination et une coopération poussées permettront tout d'abord de répondre rapidement et efficacement aux besoins des pays victimes de la sécheresse et ensuite d'éviter les doubles emplois et la confusion.

24. M. Morse a pu se rendre compte par lui-même, lors de sa visite à Ouagadougou, de l'ampleur des dommages et de la ferme intention des gouvernements de la région soudano-sahélienne de surmonter la crise actuelle ainsi que de l'empêcher de se reproduire. Les mesures à moyen et à long terme qui seront nécessaires pour atteindre ces buts exigeront un effort intense et un engagement total de la part de la communauté internationale. Les organismes des Nations Unies sont déjà au travail et sont prêts à coopérer avec tous pour venir en aide à la région soudano-sahélienne.

25. Le Secrétaire général, qui suivra de près les délibérations de la Deuxième Commission, est prêt à faire le maximum, dans les plus brefs délais possibles, pour assurer le retour à une situation normale et le relèvement de la région.

26. M. DAKOURÉ (Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta) demande que l'intervention de M. Nehemiah soit reproduite *in extenso* et distribuée aux membres de la Commission.

27. Après les interventions du Président de la République de Haute-Volta à l'Assemblée générale, de M. Morse et de M. Nehemiah à la Deuxième Commission, il reste peu à dire pour informer à proprement parler les représentants, mais certains points méritent néanmoins d'être précisés.

28. M. Dakouré tient tout d'abord à insister sur l'importance des mesures d'urgence. Certes, les pluies ont amené une légère amélioration, mais elles ont été insuffisantes pour que la récolte soit bonne et c'est pourquoi il faut dès maintenant prévoir des secours qui permettront d'assurer la soudure avec la récolte suivante.

29. Dès le mois de juin 1973, les pays de la région soudano-sahélienne et la FAO avaient compris que

l'acheminement des secours poserait des problèmes énormes à cause de la carence des moyens de transport. Les pays sahéliens avaient alors demandé que tous les organismes des Nations Unies prennent des dispositions pour commencer à acheminer des vivres afin que ceux-ci se trouvent sur place au moment voulu. Une mission de la FAO s'est rendue dans la région et fournira tous les renseignements nécessaires pour que l'opération se déroule dans de bonnes conditions.

30. Il convient ensuite de considérer avec toute l'attention voulue les mesures à moyen et à long terme qui doivent être prises pour mettre la population à l'abri d'une calamité semblable à l'avenir. Les chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse, réunis à Ouagadougou en septembre 1973, ont étudié ces mesures et ont fixé un ordre de priorités. Ils ont adopté à l'unanimité un rapport-programme (voir A/9178, annexe V) en insistant sur la nécessité de suivre l'ordre des priorités qu'ils avaient fixé : programme d'urgence, programmes nationaux et programme sous-régional. Ils ont en outre essayé de ramener les demandes à un niveau qui les rende acceptables, mais le chiffre sur lequel ils se sont mis d'accord est bien en dessous des besoins réels. Ils espèrent néanmoins que la communauté internationale comprendra la gravité de la situation et fera un effort supplémentaire.

31. Parmi les mesures d'intérêt national, la première place a été accordée aux problèmes de l'eau et de l'hydraulique villageoise, agricole et pastorale. Ensuite, l'économie des six pays étant essentiellement pastorale, le deuxième rang a été donné à la reconstitution du cheptel. Par ailleurs, si le désert progresse, c'est que le capital végétal de la région a été mal exploité; le reboisement a donc reçu la troisième place. Enfin, l'amélioration des pistes secondaires de desserte a reçu le quatrième rang car, même en période normale, les efforts de développement sont freinés en amont et en aval de la production par les difficultés de transport. Pendant la période difficile au cours de laquelle il a fallu acheminer des secours, le mauvais état des pistes a posé de grands problèmes. Cela a mis en lumière la nécessité de mettre en état l'ensemble du réseau de communications, surtout les pistes secondaires de desserte, qui sont particulièrement négligées.

32. M. Dakouré décrit ensuite les projets d'intérêt sous-régional du programme mis au point par les six pays. Il s'agit tout d'abord de mettre en valeur les ressources hydrauliques de la région en construisant des barrages, destinés essentiellement à l'irrigation, qui permettront de développer l'agriculture. En deuxième lieu, la crise provoquée par la sécheresse a mis en évidence la nécessité urgente de construire des voies de communication inter-Etats. Quant au troisième projet, il concerne un plan semencier sous-régional; il convient en effet de mettre au point des variétés de semences adaptées à la région et surtout de faire en sorte que les cultivateurs reçoivent les semences en temps voulu, étant donné que la période des semailles est extrêmement brève. En quatrième lieu, on prévoit, toujours au niveau sous-régional, un plan de reboisement de la région, visant à établir une véritable ceinture de protection — le "front vert sahélien", comme il a été appelé — qui doit protéger toute la zone et enrayer l'avance du désert. Une équipe est déjà sur le terrain pour définir les grandes lignes de ce plan et il faut espérer que les ressources seront mobilisées rapidement pour son exécution.

33. Dans le domaine de la coopération sous-régionale, les ministres des pays du Sahel ont recommandé, lors de leurs réunions à Ouagadougou du 23 au 27 mars et du 7 au 10 septembre 1973, la création d'un institut du Sahel de recherches appliquées, qui permettrait de coordonner les efforts des pays et d'éviter tout gaspillage des ressources disponibles; cet institut travaillera en coopération étroite avec d'autres instituts et avec le PNUD. En deuxième lieu, la météorologie étant à l'origine des difficultés actuelles, les ministres ont recommandé également la création d'un centre sous-régional de météorologie appliquée. La réalisation de tous ces projets exigeant un personnel qualifié abondant, on s'efforcera de créer, en troisième lieu, des centres de formation inter-Etats ou de renforcer ceux qui existent. Le quatrième projet a trait à la santé humaine, à la lutte contre les épizooties et à la protection des cultures vivrières. Dans le domaine de la santé, les organismes qui existent déjà et l'OMS peuvent apporter un concours précieux et les pays de la région demanderont à la mission de la FAO de prendre des mesures d'urgence pour offrir une assistance sous forme d'aliments enrichis destinés aux enfants. En ce qui concerne la lutte contre les épizooties, quelques campagnes avaient déjà été organisées, mais la sécheresse en a réduit les résultats à néant. Il convient donc de lancer des campagnes massives de vaccination des bovins. Enfin, la protection des cultures vivrières est extrêmement importante. Ainsi, dans certaines régions, les chenilles ont détruit les quelques récoltes qui avaient pu être obtenues. Il existe bien quelques organismes de protection des cultures, mais ils ne disposent pas des moyens nécessaires.

34. Le coût total du programme mis au point par les ministres des six pays touchés par la sécheresse représente à peu près un milliard de dollars. Ce montant apparaîtra comme moins important si on pense par exemple au chiffre d'affaires de certaines sociétés ou aux ressources consacrées aux armements et à la guerre. En fait, le programme original était beaucoup plus ambitieux et celui qui a été retenu ne constitue qu'un minimum absolu pour permettre aux pays du Sahel d'amorcer une reconstruction de la région et de mettre la population à l'abri des catastrophes. Les pays de la région soudano-sahélienne demandent donc à l'Assemblée générale qu'elle leur offre son appui, qu'elle mobilise les ressources disponibles dans le cadre des Nations Unies et qu'elle agisse pour obtenir des contributions de la part de gouvernements. Ils remercient tous ceux qui ont contribué aux efforts déjà accomplis et souhaitent ardemment que ces efforts ne se relâchent pas.

35. M. DIALLO (Haute-Volta) présente le projet de résolution A/C.2/L.1290 dont l'objet est de faire en sorte que la communauté internationale puisse contribuer au maximum à l'exécution du programme qu'ont élaboré les pays touchés par la sécheresse. Les délégations de l'Egypte, de l'Indonésie et du Soudan se sont jointes aux auteurs du projet. Les auteurs souhaitent apporter deux modifications à ce dernier : au paragraphe 6 du dispositif, il convient d'ajouter les mots "sur leur demande" après les mots "aux pays intéressés"; et le nouveau paragraphe 11 suivant a été ajouté :

"11. *Prie* les pays développés et les institutions spécialisées des Nations Unies d'accorder aux pays touchés par la sécheresse qui n'en bénéficient pas



encore les avantages consentis aux pays les moins avancés parmi les pays en voie de développement”.

36. Dans le préambule du projet de résolution, l'Assemblée générale prend acte de la note du Secrétaire général (A/9178) et rappelle les résolutions de l'Assemblée relatives à l'assistance en cas de catastrophe naturelle, ainsi que les résolutions adoptées par le Conseil économique et social au sujet de la sécheresse dans la région soudano-sahélienne. Il faut en effet espérer que tous ceux qui sont visés dans ces résolutions du Conseil seront disposés à y donner suite. Au quatrième alinéa du préambule, les auteurs n'ont pas jugé bon de citer en détail toutes les mesures prises par la FAO et d'autres institutions spécialisées, car chacun sait que, dans les limites qu'impose le montant de leurs ressources, elles ont fait leur possible pour répondre aux appels qui leur ont été adressés. En ce qui concerne le cinquième alinéa du préambule, M. Diallo exprime l'espoir que les conclusions de la mission de multidonateurs inciteront la communauté internationale à offrir aux pays de la région une assistance immédiate, étant donné le caractère désastreux des récoltes de cette année. Le représentant de la Haute-Volta précise ensuite, à propos du septième alinéa, que les pays de la région soudano-sahélienne font tous partie des pays les moins avancés et que leur taux de croissance est bien inférieur au taux de croissance moyen de l'ensemble des pays en voie de développement; certains ont même enregistré une nette diminution de leur taux de croissance par habitant. Le huitième alinéa du préambule, qui a trait aux transports, est particulièrement important si l'on songe, par exemple, que, pour distribuer des vivres d'une valeur de 30 000 dollars, il a fallu utiliser des moyens de transport représentant plus de 50 000 dollars. Les problèmes particuliers des pays sans littoral, soulignés à maintes reprises, sont ainsi mis de nouveau en lumière.

37. Les deux premiers paragraphes du dispositif n'appellent pas d'observations particulières. Quant au paragraphe 3, on pourrait faire valoir qu'il appartient à la Cinquième Commission, et non pas à la Deuxième Commission, d'autoriser le Secrétaire général à utiliser les ressources nécessaires pour les travaux du Bureau spécial du Sahel; toutefois, cette procédure vise à inciter le Secrétaire général à demander à la Cinquième Commission l'ouverture des crédits nécessaires. Le représentant de la Haute-Volta rappelle que les recommandations et résolutions des chefs d'Etat des pays touchés par la sécheresse ainsi que le programme d'action mentionnés au paragraphe 4 figurent en annexe à la note du Secrétaire général (A/9178). Le paragraphe 5 du dispositif est particulièrement important car, sans le concours des pays développés et l'aide qu'ils peuvent apporter, soit à titre bilatéral, soit par le truchement d'organisations internationales, le programme d'action demeurera lettre morte. A propos du paragraphe 6, le représentant de la Haute-Volta rappelle les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de la CNUCED et à l'Assemblée générale au sujet du fardeau très lourd que constitue pour les pays en voie de développement le service de leur dette publique. Il faut espérer que l'appel adressé, au paragraphe 7, aux institutions internationales de financement sera entendu et que ces institutions feront leur possible pour alléger et écourter leurs procédures, afin de tenir compte de l'urgence des problèmes à résoudre. Il faut aussi espérer que le PNUD donnera une suite favorable à la

demande qui lui est adressée au paragraphe 8 et qu'il accélérera le rythme des travaux qu'il a déjà entrepris dans le domaine considéré. D'autre part, cet organisme a déjà entrepris des travaux de recherche sur les variétés de céréales enrichies en protéines et il faut espérer que ces travaux seront intensifiés et orientés vers la solution des problèmes propres à la zone soudano-sahélienne; le PNUD pourra à cette fin bénéficier de l'aide des institutions spécialisées. La demande qui est adressée au PNUD au paragraphe 10 à propos des pays riverains du Sahara vise non seulement les pays de la zone soudano-sahélienne, mais également les pays au nord du Sahara. Les paragraphes 11 et 12 n'appellent pas d'observations particulières; quant au paragraphe 13, le représentant de la Haute-Volta précise que, si les auteurs ont mentionné plus particulièrement certaines institutions des Nations Unies, c'est que leurs domaines de compétence correspondent aux éléments du programme d'action des six pays. Il faut espérer que chacune de ces institutions fera preuve de tout l'esprit d'initiative nécessaire. Il faut aussi souhaiter que la mobilisation des ressources financières, prévue au paragraphe 15, s'intensifiera et que la coordination nécessaire de tous les efforts internationaux se poursuivra. Le paragraphe 18 s'adresse plus particulièrement à la Cinquième Commission, qui est appelée à ouvrir les crédits voulus pour permettre au Comité permanent inter-Etats de s'acquitter de son rôle. Enfin, le paragraphe 19 prévoit les rapports qui seraient établis.

38. Le représentant de la Haute-Volta adresse de chaleureux remerciements à tous les pays qui ont appuyé la proposition d'inscription du point 101 à l'ordre du jour et il exprime l'espoir que l'Assemblée générale saura manifester concrètement sa solidarité avec les populations affectées de la région soudano-sahélienne en mobilisant tous les moyens d'action nécessaires pour exécuter le programme d'action mis au point à la réunion des ministres.

39. M. DELIVANIS (Grèce) se félicite des commentaires très pertinents du Ministre de l'agriculture et du représentant de la Haute-Volta et insiste sur la qualité de la teneur de la note du Secrétaire général (A/9178), dont la Commission est saisie. Toutefois, il constate qu'aux paragraphes 16 et 18 de la note il est dit qu'il ne sera sans doute pas nécessaire de maintenir en place l'organe de coordination du Secrétariat, c'est-à-dire le Bureau spécial du Sahel, une fois que la mise en œuvre du programme aura débuté. Le représentant de la Grèce pense au contraire que cet organisme continuera d'être utile au cours même de l'exécution du programme, car il sait par expérience que c'est pendant cette phase que risquent d'apparaître les plus grandes difficultés de coordination. En raison du maintien de cet organisme, les dépenses risquent d'être plus élevées que prévu, mais il ne devrait pas être trop difficile de trouver les ressources voulues, étant donné l'importance et l'acuité du problème.

40. En ce qui concerne le projet de résolution présenté par le représentant de la Haute-Volta, M. Delivanis partage l'opinion des auteurs quant à l'importance du problème des transports et du facteur temps et, à son avis, il faut aussi que les pays de la zone soudano-sahélienne puissent utiliser des semences qui leur conviennent. M. Delivanis signale que la Grèce, après avoir été importatrice de blé, est devenue expor-

tratrice grâce à l'utilisation de semences mieux adaptées aux conditions propres du pays.

41. M. KUMI (Ghana) insiste sur l'importance du point examiné et fait observer que, si la sécheresse n'est pas un phénomène nouveau dans la région soudano-sahélienne, celle qui frappe actuellement certains pays est exceptionnelle par sa durée et sa gravité.

42. Le représentant du Ghana a écouté avec intérêt les observations du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale ainsi que les déclarations du représentant de la FAO; il lui semble que l'Organisation des Nations Unies ait la situation bien en main. Il se félicite de la création du Bureau spécial pour les opérations de secours au Sahel, qui devrait permettre aux organismes des Nations Unies de bien coordonner leurs activités et d'éviter tout chevauchement des efforts. M. Kumi insiste sur la nécessité de réduire les dépenses d'administration au minimum.

43. Selon le paragraphe 18 de la note du Secrétaire général (A/9178), les ressources nécessaires pour l'exécution des activités du Bureau spécial du Sahel passeront de 41 500 dollars en 1973 à 84 000 dollars en 1974; cette augmentation semble assez forte, mais elle reflète sans doute un renforcement notable des activités. M. Kumi constate également que, au paragraphe 20, pour la seule rubrique de la location de locaux, les dépenses prévues passent de 3 800 dollars en 1973 à 10 000 dollars en 1974.

44. Le représentant du Ghana note avec intérêt la réponse positive des gouvernements et des organisations non gouvernementales à l'appel lancé par le Directeur général de la FAO. Il rappelle également que l'OUA a créé un fonds de secours aux pays de la région soudano-sahélienne. Le Ghana, qui est en faveur d'une formule d'assistance multilatérale, a versé une contribution d'un montant de 60 000 cedis.

45. La délégation ghanéenne appuie les mesures à moyen et à long terme adoptées par l'Organisation des Nations Unies et se félicite de la création par les pays du Sahel d'un Comité permanent inter-Etats destiné à leur permettre de coordonner leurs efforts. Elle appuie également le projet de résolution dont la Commission est saisie et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle manifeste sa solidarité avec les pays de la région soudano-sahélienne.

46. M. MALAFATOPOULOS (Organisation mondiale de la santé) rappelle que l'Assemblée mondiale de la santé a adopté, en mai 1973, une résolution intitulée "Vague de sécheresse en Afrique" (WHA 26.60), dans laquelle elle a exprimé son appui en faveur d'une assistance immédiate et substantielle aux pays menacés de la région soudano-sahélienne et prié le Directeur général de mettre en œuvre les moyens prophylactiques et thérapeutiques essentiels que requiert la situation.

47. Après l'adoption de la résolution 1759 (LIV) par le Conseil économique et social, le Directeur général de l'OMS a immédiatement informé à la fois le Secrétaire général et le Directeur général de la FAO, qui centralise les activités relatives à l'opération de secours d'urgence, du désir de l'OMS de coopérer pleinement à la solution des problèmes sanitaires créés par la sécheresse. Le Bureau régional de l'OMS en Afrique a contacté les six gouvernements intéressés et, à leur demande, leur a fait parvenir les fournitures médicales

dont ils avaient besoin d'urgence pour prévenir un déclenchement de maladies épidémiques et endémiques, y compris le choléra. Ces fournitures ont été et continuent d'être acheminées par avion de Genève avec l'assistance du Gouvernement suisse. L'OMS a également envoyé des experts pour aider les gouvernements à déterminer leurs besoins et le type de mesures propres à y faire face.

48. Dans le cadre de son programme ordinaire et avant la catastrophe actuelle, l'OMS avait déjà en cours d'exécution dans les pays touchés par la sécheresse quelque 22 projets dont la réalisation était confiée à 50 fonctionnaires. Outre ces projets, la FAO, l'OMS, le PNUD et la BIRD entreprennent l'exécution d'un vaste programme de lutte contre l'onchocercose, maladie tropicale qui sévit dans plusieurs des pays considérés et qui a des conséquences économiques et sociales graves.

49. Les problèmes sanitaires qui se posent dans la région soudano-sahélienne — et qui ont été étudiés de près — sont ceux qui découlent de la sous-alimentation, de la malnutrition et de maladies transmissibles causées par le manque d'hygiène et l'insuffisance de l'approvisionnement en eau, ainsi que ceux qui concernent la mise en place de l'infrastructure de base nécessaire. L'OMS s'est tenue en rapport avec les ministères de la santé et d'autres ministères des gouvernements des pays intéressés afin de fournir l'aide sanitaire nécessaire à leur effort de relèvement général, ainsi que d'autres catégories de services répondant à leurs besoins prioritaires.

50. En tant qu'institution responsable des questions d'hygiène dans le cadre de l'action de la communauté internationale, l'OMS est très intéressée par les aspects sanitaires de diverses propositions de projets mises au point lors des récentes réunions à Ouagadougou des ministres et des chefs d'Etat des six pays touchés par la sécheresse. A ce propos, l'OMS restera en liaison avec les services du Secrétaire général aussi bien pendant l'élaboration par le Bureau spécial du Sahel du programme à moyen et à long terme que pendant l'exécution ultérieure de ces projets.

51. L'OMS continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour atténuer les souffrances des populations des pays frappés par la sécheresse et à cet effet elle continuera de coopérer étroitement avec le Bureau spécial du Sahel, auquel elle est disposée à fournir au besoin du personnel et des conseils, avec le FISE et la FAO et avec les pays offrant une assistance bilatérale dans les domaines de la santé et de la nutrition.

52. M. OMAR (République arabe libyenne) déclare que la communauté internationale doit prendre rapidement des mesures pour prévenir le désastre qui menace la vie de six millions d'êtres humains. L'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies a donné jusqu'ici de bons résultats mais les efforts doivent se poursuivre car la famine n'a pas encore été jugulée. Le peuple libyen, par esprit de solidarité et en se fondant sur son expérience propre, a fourni aux pays intéressés une assistance financière et matérielle qui, pour être modeste, n'en permettra pas moins d'atténuer les souffrances de leurs populations. L'ONU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour remédier à la situation, et la délégation libyenne appuiera toutes les décisions qui seront adoptées par la Deuxième Commission. En

outre, M. Omar demande que le nom de son pays soit ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution.

53. M. CHIRILA (Roumanie) rappelle que son pays a été victime, il y a trois ans, d'inondations catastrophiques et qu'à cette occasion de nombreux Etats et organisations lui avaient manifesté leur sympathie et apporté une aide. Par esprit de solidarité, la Roumanie coopérera avec les autres Etats et les organismes de l'ONU pour aider les pays du Sahel. Le Gouvernement roumain a décidé d'accorder à chacun des pays de la région une aide en produits alimentaires et en médicaments.

54. Il faut espérer que l'examen de la situation dans la région soudano-sahélienne fournira au pays même l'occasion de coopérer pour créer les conditions nécessaires au redressement économique de la région et empêcher que la catastrophe ne se reproduise; aux efforts de la communauté internationale doivent s'ajouter ceux des pays intéressés eux-mêmes. M. Chirila se déclare convaincu que, pour apporter l'aide nécessaire aux pays en voie de développement, il faut que la coopération entre les Etats et les institutions spécialisées soit renforcée. La délégation roumaine appuie le projet de résolution.

55. M. HOSNY (Egypte) appuie les mesures recommandées par les représentants de la Haute-Volta et de la FAO et par M. Morse et signale que l'Egypte, dans la mesure de ses moyens, a fourni une aide aux pays touchés par la sécheresse. L'assistance bilatérale et multilatérale est nécessaire pour protéger les populations de ces pays et empêcher la catastrophe de s'abattre à nouveau sur eux. Tout le monde s'accorde à reconnaître que la communauté internationale n'a pas fait des efforts suffisants pour venir en aide aux pays en voie de développement et surtout aux moins avancés d'entre eux, catégorie à laquelle appartiennent les six pays de la zone soudano-sahélienne. M. Hosny demande donc instamment à la communauté inter-

nationale de mettre en œuvre le programme approuvé par les six chefs d'Etat des pays intéressés, et elle souhaite que le rapport de la mission composée des représentants de plusieurs pays donateurs qui est chargée d'évaluer les besoins du Sahel pour la période 1973-1974, rapport dont a parlé le représentant de la FAO, soit communiqué aux membres de l'Assemblée générale. La délégation égyptienne espère que le projet de résolution à l'examen sera approuvé et rapidement mis en application.

56. M. ČABRIĆ (Yougoslavie) déclare que c'est avec plaisir que sa délégation a participé à l'élaboration du projet de résolution A/C.2/L.1290. La situation qui règne dans la région soudano-sahélienne est particulièrement affligeante, mais beaucoup d'autres régions du monde souffrent également de la misère et risquent elles aussi d'être frappées par des catastrophes analogues ou même pires. Les six pays de la région soudano-sahélienne sont parmi les moins avancés des pays en voie de développement et leur situation est encore aggravée par le fait qu'il s'agit de pays sans littoral. L'action coordonnée entreprise par ces pays et leurs efforts pour appliquer eux-mêmes un programme de mesures sont dignes d'éloges. Il faut espérer qu'ils obtiendront de la communauté internationale les ressources nécessaires et la Yougoslavie appuie leurs initiatives à cet effet.

57. Le projet de résolution répartit exactement la responsabilité des tâches entre les diverses institutions et contient un appel aux gouvernements développés pour qu'ils prennent les mesures voulues. Le représentant de la Yougoslavie espère que ce projet sera non seulement adopté mais appliqué intégralement. Il faut souhaiter que le cas du Sahel fournisse l'occasion d'incorporer à la Stratégie internationale du développement des mesures nouvelles visant à promouvoir la sécurité économique collective.

*La séance est levée à 13 heures.*

## 1531<sup>e</sup> séance

Mercredi 10 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1531

### *Hommage à la mémoire de M. Wilfred C. Jenks, directeur général du Bureau international du Travail*

1. M. CHEVRON (Organisation internationale du Travail) remercie le Président des condoléances qu'il a exprimées, à la séance précédente, au nom de la Commission, à l'occasion du décès de M. Jenks.

### POINT 101 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen de la situation économique et sociale de la région soudano-sahélienne victime de la sécheresse et mesures à prendre en sa faveur (suite) [A/9178, A/C.2/L.1290]**

2. Le PRÉSIDENT annonce que les délégations de la Gambie, du Guatemala, de l'Argentine, de la Jordanie, de la Jamaïque, d'Haïti et du Kenya se sont jointes aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1290.

3. M. HEYWARD (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) rappelle qu'à la séance précédente le Ministre de l'agriculture de la Haute-Volta s'est référé aux besoins des enfants dans la région soudano-sahélienne. Les très jeunes enfants se ressentent en effet particulièrement de la pénurie de certains types d'aliments et des maladies qui en résultent et ils ont par conséquent un taux de mortalité beaucoup plus élevé que les autres groupes de population. Dans le cas de la région soudano-sahélienne, des problèmes urgents apparaissent essentiellement dans les camps et les installations temporaires autour des villes ou des points d'eau où les femmes, les enfants et les vieillards sont restés tandis que les hommes emmenaient leurs troupeaux vers le sud. Ces problèmes portent aussi bien sur la réhabilitation nutritionnelle que sur les compléments nutritionnels; ils diminueront à mesure